

Le symbolisme identitaire dans la représentation des partis politiques au Togo : exemple à partir du RPT, de l'UFC, du CAR et du PNP

Tchao TATANGUE*

Résumé

Les partis politiques sont communément admis comme des institutions ayant une organisation permanente qui sont réunis autour d'un programme ou d'une idéologie dans le but de conquérir le pouvoir politique, de le partager, de l'exercer ou encore de le conserver. Ils se distinguent, non seulement par leur opinion et leur programme, mais également par leur différente manière de se représenter. La présente étude, à partir de l'exemple de quatre partis politiques, vise à établir un lien entre la représentation politique et les pratiques symboliques fondées notamment sur l'aspect identitaire. La démarche méthodologique utilisée pour la mener s'est inscrite dans une double approche quantitative et qualitative combinant la recherche documentaire, l'observation participante et des entretiens individuels avec des acteurs politiques de premier rang. Les résultats révèlent qu'en dépit des dispositions interdisant la création des partis politiques sur des bases identitaires, la représentation des formations politiques, à travers les symboles, reflètent des réalités ethniques. Ces résultats suggèrent que ces pratiques ont des répercussions sur les attitudes politiques et les comportements électoraux.

Mots-clés : Partis politiques, symboles, identités, représentation, comportements politiques

Abstract

Political parties are commonly understood as institutions with a permanent organizational structure, united around a program or an ideology, with the aim of seizing, sharing, exercising, or retaining political power. They differ not only in their opinions and programs but also in their various modes of self-representation. This study seeks to

*Assistant en Sociologie politique, Université de Kara (Togo)

E-mail : cosmetatangue@gmail.com

establish a link between political representation and symbolic practices, particularly those based on identity. The methodological approach adopted for this research follows a dual quantitative and qualitative design combining documentary research, participant observation, and individual interviews with key actors. The findings reveal that, despite legal provisions prohibiting the creation of political parties on identity-based grounds, the representation of political organizations through symbols reflects ethnic realities. These results suggest that such practices have significant effects on political attitudes and electoral behavior.

Keywords : Political parties, Symbols, Identity, Representation, Political behavior.

Introduction

Le langage politique africain, comme celui d'ailleurs, est profondément marqué par des symboles. La figuration des partis politiques créés dans l'intention de conquérir le pouvoir d'État se traduit par des symboles qui désignent, selon le Trésor de la langue française (1980, p. 1265) une « représentation sensible et imagée qui renvoie, par une relation de ressemblance ou de convention, à une idée ou à une réalité abstraite ». A l'aube des indépendances, les premières formations politiques qui ont vu le jour se sont appuyées sur des couleurs, des emblèmes, des chants ou des figures charismatiques pour non seulement exprimer une identité, mais également mobiliser les populations. Cette dynamique, loin de relever seulement du folklore ou de servir de simple aspect décoratif, traduit un véritable rapport au pouvoir où l'imaginaire et le collectif occupent une place non négligeable. Comme le souligne A. Mbembe (2000, p. 212), la politique africaine ne se comprend qu'à travers sa dimension symbolique et performative. Cependant, ce symbolisme identitaire bien que source de mobilisation électorale et d'unification partisane, engendre des d'ambiguïtés et des dérives.

Le Rassemblement du Peuple Togolais (RPT), ancien parti unique au Togo, de 1969 à 1991, devenu parti majoritaire au pouvoir a toujours fait usage d'un épi de maïs comme symbole pour se représenter. Ce choix est loin d'être fortuit et présente un aspect tout aussi symbolique que stratégique. Symbolique parce que le maïs est la principale culture des ethnies du nord du pays d'où est originaire le président fondateur

du parti. D'une façon stratégique, cela a permis aux populations du nord de l'ethnie Kabyè qui sont en général situées dans la région de la Kara de s'identifier aisément au RPT qui y était d'ailleurs fortement implanté. Il en découle une implication électorale : le RPT s'est toujours imposé avec de lourds scores aux élections présidentielles dans les sept préfectures de la région de la Kara, avec des pourcentages atteignant parfois les 99% (J.O, 1998, p.6).

De son côté, l'UFC (Union des Forces du Changement), principal parti d'opposition au RPT et créé en 1992 de la fusion de plusieurs partis politiques¹, se distinguait par l'emblème d'un palmier à huile dont la culture est essentiellement répandue au Sud-Togo au sein de l'ethnie Ewe. Le palmier à huile constitue une véritable source de revenus dont toutes les composantes ont une valeur. Non seulement l'huile de palme et ses noix interviennent dans la consommation ou dans la vente, mais les différentes parties de l'arbre entrent aussi dans la fabrication d'objets artisanaux tels que des balais, des paniers ou encore des claies qui servent de clôture. Le parti a réussi à conquérir la capitale et la majorité des préfectures de la région maritime située dans la partie méridionale. La région des plateaux également située au sud du pays a longtemps constitué une base arrière électorale de l'UFC.

Pour sa part et sans doute dans le souci de mobiliser le plus grand nombre autour de sa personne, le fondateur du Comité d'Action pour le Renouveau (CAR) Me Yoavi Agboyibor n'a pas tari d'ingéniosité quant à la trajectoire symbolique de son parti à travers l'emblème choisi. Il associe son nom au logo du parti. En effet, le nom Agboyibor est composé de "*agbo*" qui signifie bélier et "*yibor*" qui désigne la couleur noire. Ainsi, le parti se distingue par un logo représentant un bélier noir. Par ailleurs le choix de cet animal peut se justifier par le fait qu'il symbolise le renouveau dans certaines croyances, notamment astrales. Lors des différents scrutins, le N°16 du Journal Officiel de la République Togolaise (1998, p. 2) révèle que le CAR a « choisi comme emblème un soleil jaune sur fond bleu portant bélier noir ». De même, le RPT a toujours fait usage d'un « épi de maïs sur fond blanc » (le Journal Officiel de la République Togolaise 2003, p. 2) tandis que selon la même source, l'UFC est resté fidèle au palmier comme emblème électoral.

¹ L'UFC était le parti dirigé par Gilchrist Olympio qui se réclamait de l'héritage de l'ex- Comité de l'Unité Togolaise de l'ancien président Sylvanus Olympio

Enfin, le 19 avril 2014, le Parti National Panafricain (PNP) est créé par Tikpi Atchadam dans le but de lutter pour la conquête du pouvoir à travers la culture de la bonne gouvernance et le renforcement de la démocratie. Le siège du parti est implanté à Sokodé, deuxième plus grande ville du Togo située dans la région centrale à 338 km au nord de Lomé et majoritairement peuplée par les Tem, nom de l'ethnie d'origine du président parti. Le parti est symbolisé par un cheval blanc. Le cheval chez les Tem est un symbole de prestige lié à l'histoire des rois guerriers qui l'utilisaient pour les combats et les voyages. Cette tradition équestre reconnue à la communauté Tem est mise en valeur lors des fêtes traditionnelles à Sokodé. Le PNP n'a aucune expérience électorale. Toutefois son influence est très grande au Togo dans les villes où on retrouve une forte communauté de Tem, notamment Sokodé, Bafilo, Anié ; et dans la diaspora comme en Allemagne. C'est ce qui justifie d'ailleurs que pour son premier meeting à Sokodé, le parti a réussi à mobiliser des milliers de personnes autour de son leader au stade municipal de la ville. La mobilisation est restée constante à l'appel du PNP comme les événements du 19 août 2017 l'illustrent. A cette date, le Togo a assisté à un soulèvement spontané dans cinq villes du Togo. Le soulèvement a été minutieusement préparé par cette formation politique dont l'ampleur a été minimisée par le parti au pouvoir.

Que ce soient à travers les cultures (maïs et palmier à huile) ou les animaux (bélier et cheval), le symbole dans le champ politique au Togo et ailleurs en Afrique (République du Congo, Bénin,) se déploie comme un instrument de communication, de légitimation et de mobilisation qui inclut l'identité. Cette dernière se traduit par l'appartenance à une communauté de valeurs, d'intérêts et de représentations collectives. Les emblèmes, couleurs, slogans, chants et rites investissent l'espace politique, façonnant à la fois la visibilité des partis et l'adhésion de leurs militants (J.-F. Bayart, 1989, p. 51). Le symbolisme identitaire apparaît alors comme un langage politique codé, où se jouent des enjeux de légitimité, de légitimation, de mobilisation et de différenciation. Ces pratiques tranchent avec un cadre légal qui encourage cependant la pluralité ethnique dans la pratique de la politique. En effet, on peut lire à l'alinéa 4 de l'article 7 de la Constitution togolaise du 6 mai 2024 que les formations politiques « ne peuvent s'identifier à une région, à une ethnie ou à une religion ». De même, l'article 11 de la charte des partis politiques fixe à 60 le nombre de fondateurs de partis politiques et encourage la diversité en précisant que ces derniers doivent provenir

des 2/3 au moins des nombreuses préfectures que compte le pays (Togo). On retrouve les mêmes dispositions à l'article 5 de la charte des partis politiques du Bénin et à l'article 4 de la loi n°21-2006 du 21 août 2006 sur les partis politiques en République du Congo.

En partant du postulat que la représentation des partis politiques au Togo est traversée par des logiques symboliques fortes, on peut légitimement s'interroger sur les raisons du recours au symbolisme dans la représentation des partis politiques au Togo et sur l'existence d'un lien entre le recours à ces symboles et une certaine légitimation démocratique. A l'inverse, le recours à ce symbolisme traduit-il des logiques d'exclusion et de communautarisme ? Le symbolisme identitaire dans la représentation des partis politiques au Togo est-il un vecteur de consolidation démocratique ou un facteur de fragmentation politique ?

En réponse à ces questionnements, le présent article soutient que l'ancrage politique et anthropologique des partis politiques togolais, puis la mobilisation électorale sont conditionnés par la promotion d'un symbolisme identitaire. Par ailleurs, l'usage du symbolisme identitaire alimente non seulement un sentiment d'exclusion, mais accentue surtout au niveau national la fragmentation politique. Dans la pratique, le symbolisme met en lumière les stratégies partisanes et leurs effets sur la mobilisation citoyenne, particulièrement dans des contextes où la visibilité symbolique prime souvent sur les programmes. L'étude est structurée en deux volets. Elle va aborder dans un premier temps (i) les cadres théoriques et méthodologiques avant de se pencher sur les résultats et la discussion (ii).

1. Cadre de références théoriques et support méthodologique

Les exigences scientifiques conduisent la circonscription de la recherche dans une approche théorique en mesure d'offrir une analyse de l'intégration de l'aspect identitaire dans la représentation des partis politiques au Togo et d'en évaluer les effets sur la scène politique. A l'appui, l'étude sera consolidée par une démarche méthodologique appropriée.

1.1. Considérations théoriques

Dans les relations de pouvoir, les symboles et les identités collectives jouent un rôle déterminant. Pour analyser cette dynamique, la théorie de l'identité et de l'appartenance d'une part, celle de l'approche symbolique et interactionniste d'autre part ont été mises à contribution.

Les théories de l'identité et de l'appartenance servent de cadre d'appréhension du symbolisme dans un contexte de dynamique de groupe et de clivages sociaux. De la sorte, la théorie des clivages de S. M. Lipset et S. Rokkan (1967) souligne que les partis politiques modernes ont émergé sur la base de clivages (centre/périphérie, État/Église, capital/travail, primaire/secondaire) non seulement issus de la révolution nationale et de la révolution économique, mais également bien structurés et susceptibles d'instrumentalisation à des fins électorales. Le symbolisme identitaire est un reflet de ces clivages et démontre suffisamment la manière dont les symboles sont utilisés pour marquer les frontières identitaires et consolider une base électorale basée sur des aspects ethniques.

La seconde approche dite symbolique et interactionniste cadre également avec la présente étude dans la mesure où elle explore le mécanisme de construction, d'utilisation et d'interprétation du symbolisme sur la scène politique. Ainsi, la théorie du symbolisme politique de M. Edelman (1964) présente la politique comme un spectacle ou un drame. On y fait usage des symboles en vue de manipuler les émotions et mettre en place un sentiment d'appartenance ou non à un même groupe politique. De ce fait, il est plus aisé de comprendre l'attachement émotionnel et la légitimation des partis politiques en Afrique qui sont généralement associés à des figures charismatiques ou à de fortes identités ethniques et/ou communautaires. In fine, on retrouve une meilleure analyse du « langage des signes » dont la pratique permet de légitimer l'autorité.

Dans ce même contexte, l'interactionnisme symbolique théorisé par E. Goffman (1988) et H. Blumer (1937) sert de base théorique. Cette théorie repose sur la représentation de soi à travers le parti par l'utilisation faite des symboles pour construire et maintenir des identités spécifiques. Cela justifie le fait que les partis politiques en Afrique passent par des emblèmes, des logos, des signes ou des couleurs pour faire valoir leur propre identité en espérant un retour en termes de mobilisation partisane et de maximisation électorale.

1.2. Cadre méthodologique

Pour comprendre les raisons du recours aux symboles dans la représentation des partis politiques au Togo et leurs effets socio-politiques, la recherche a opté pour une double démarche méthodologique. En l'occurrence, il s'agit de l'approche documentaire et de l'approche mixte qui combine à la fois la méthode quantitative et qualitative de collecte des données. La première a consisté à la consultation des ouvrages spécifiques en lien avec l'objet d'étude. Dans ce cadre précis, la charte des partis politiques, le quotidien national (Togo-Presse), le Journal Officiel de la République togolaise, les publications de la cour constitutionnelle sur les résultats des élections présidentielles et législatives² ont également servi de repère en matière de documentation.

La seconde approche mixte a ciblé dans un premier temps les citoyens togolais qui ont la majorité politique (18 ans et plus) issus des acteurs politiques, des partisans, militants et membres actifs de partis politiques, des membres de la société civile, des chefs traditionnels, des professionnels de médias et spécialistes de la communication politique, des leaders d'opinions, des lanceurs d'alertes. A travers l'administration directe ou indirecte d'un questionnaire semi-structuré, 75 personnes ont subi une enquête sur le phénomène. En vue de nuancer et d'approfondir les interprétations des propos recueillis de l'approche quantitative (P. Mongeau, 2010, p. 33), des entretiens individuels avec 30 personnes ont été réalisés. Il s'agit de hauts dignitaires des partis politiques (RPT, UFC, CAR et PDP) concernés par la recherche notamment des fondateurs et membres de bureaux politiques. Les diverses informations issues de ces entretiens ont permis de donner une autre dimension à la compréhension du symbolisme qui caractérise la représentation des partis politiques au Togo. Ces dernières données ont été traitées manuellement en vue de produire des verbatim tandis que le logiciel de dépouillement SPSS et le tableur Excel ont été utilisés dans le traitement des données quantitatives.

² Il s'agit des élections présidentielles de 1993, 1998, 2003, 2005, 2010 et des élections législatives de 1994, 1999, 2002, 2007 et 2013.

2. Les résultats

Les différentes données qui ont été produites à la suite des enquêtes ont permis de ressortir les facteurs explicatifs du symbolisme identitaire dans la représentation des partis politiques au Togo et leurs effets sur la dynamique politique du pays. Ainsi, on note que la représentation des partis politiques s'est essentiellement appuyée sur des facteurs nés des héritages culturels dans le but d'agrandir la mobilisation, de consolider l'unification partisane et l'ancrage politique. Cette pratique comporte deux risques majeurs : la fragmentation communautaire et la personnalisation du pouvoir.

2.1. Héritages culturels comme socle fondateur de la représentation identitaire

En Afrique, les pratiques culturelles qui jouent un rôle prépondérant dans la vie des populations s'adosent généralement sur des signes et des symboles ancrés dans le vécu. Ces derniers rythment les étapes de la vie quotidienne et revêtent un sens bien défini en fonction des cultures propres à chaque communauté. On naît, on grandit, on vit, on se forme, on mène des combats et on subit des événements conformément à des trajectoires précises. Cela laisse peu de tentation quant à la transposition sur le champ politique composé « d'expressions identitaires à travers diverses manières de participer à son labour » (R. Danioué, 2011, p. 128). Les codes culturels normalisent ainsi un domaine où la diversité est une réalité ambiante.

C'est dans les luttes anticoloniales que les partis politiques africains ont trouvé leurs premiers symboles qui les caractériseront longtemps. Il existe ainsi des couleurs dites panafricanistes, notamment le rouge, le vert, le jaune et le noir. Ces couleurs portent le souvenir de la période où plusieurs pays étaient en quête de leur souveraineté. Cette dernière une fois acquise, va conserver ces couleurs qu'on peut voir transparaître dans une grande majorité des drapeaux africains. Le drapeau togolais est composé, par exemple, de 4 couleurs : le rouge qui exprime la fidélité et le patriotisme, le vert signe de vertu, d'espérance, de fertilité et d'agriculture, le jaune symbole de foi dans le travail pour le bien-être matériel, moral et spirituel et enfin le blanc qui rappelle aux citoyens la dette de la dignité à l'égard de l'indépendance. Le Bénin a choisi de conserver 3 couleurs dans son drapeau avec des significations différentes. Le vert symbolise l'espoir du renouveau, le rouge évoque

le courage des ancêtres et le jaune représente les richesses naturelles du pays. Ce sont ces mêmes couleurs qu'on retrouve dans le drapeau du Sénégal et dans plusieurs autres pays africains avec des variantes au niveau des significations.

Les formations politiques ne vont pas hésiter à prendre le relai de cette représentation colorée. Au Togo, par exemple, on retrouve au moins une couleur du drapeau au niveau des logos et emblèmes de la majorité des partis. Le RPT utilise principalement les couleurs verte et blanche, l'UFC les couleurs rouge et jaune, le CAR et le PNP s'appuyant en grande partie sur la couleur rouge. Dans d'autres pays comme le Sénégal avec le Parti Africain de l'Indépendance (PAI) et au Ghana avec le Convention People's Party (CPP) de Kwame Nkrumah, les couleurs renferment des connotations historiques.

En dehors des couleurs, les animaux, qu'ils soient sauvages ou domestiques, constituent l'autre paramètre qui entre largement en ligne de compte dans le jeu de la représentation. La faune qui occupe une importante place dans le couvert végétal africain n'a pas manqué de ce fait d'inspirer le politique. B. Diop (2024, p. 8) souligne à ce propos que :

Le symbolisme animalier est profondément ancré dans la culture de chaque pays, depuis les mythes fondateurs, en passant par la culture animiste, les superstitions... et jusqu'au nom des détenteurs du pouvoir politique, en quête de légitimité. La référence au symbolisme animalier était omniprésente dans la structuration du pouvoir politique en Afrique traditionnelle.

L'auteur précise qu'une véritable « zoologie politique » s'empare de l'imaginaire des dirigeants africains qui associent aux animaux des vertus telles que « force, virilité, vitesse, habileté, fécondité, intelligence, adresse, courage, ruse... Et en politique, la puissance est la première des qualités, revendiquée par les gouvernants » (B. Diop, 2024, p. 9). A défaut d'incarner réellement ces qualités, l'identification à des animaux peut jouer un rôle persuasif dans la conscience collective à l'égard des dirigeants qui s'en trouvent ainsi idéalisés. Cette situation justifie, par exemple, que Mobutu s'identifiait au léopard, Houphouët Boigny et Sékou Touré étant respectivement surnommés le grand bélier de Yamoussokro et le Sily (qui signifie éléphant). Au Togo, à défaut de s'identifier aux animaux, la préférence demeure leur usage sur les logos et emblèmes. Sur ce sujet, un enquêté, ancien partisan du PNP déclare :

Le cheval pour nous les Semassi est un symbole de puissance. Nos arrières grands-parents l'utilisaient pour faire la guerre et conquérir les territoires. Tout le monde n'a pas vocation à utiliser un cheval. Il fallait être un roi ou un guerrier reconnu pour sa bravoure. La ville de Sokodé n'a jamais connu un leader comme Atchadam. Il est vaillant et son entrée sur la scène politique a fait bouger les lignes. C'est pour cela qu'il a été contraint de quitter le pays. Il incarne le peuple Tem et il connaît nos valeurs. Nous sommes fiers de lui et notre plus grand souhait aujourd'hui c'est qu'il revienne parmi les siens.

Ces propos démontrent sans ambiguïté que le leader du PNP a marqué le parti par son image comme ce fut le cas de Nelson Mandela en Afrique du Sud avec l'ANC ou de Thomas Sankara au Burkina Faso. Ils présentent tous un point commun : la capacité de se servir de leur figure symbolico-charismatique à des fins de mobilisation.

2.2. Le symbolisme identitaire, facteur de mobilisation, d'unification partisane et d'ancrage politique

Les symboles dans la vie politique, comme le suggère G. Balandier (1971), ne servent pas uniquement à donner aux leaders un double visage ou à leur construire une personnalité héroïque. Ils permettent aux partis politiques de mobiliser à travers tous les moyens expressifs de leur appartenance identitaire.

Le 19 août 2017, le PNP a lancé des appels à manifestation dans plusieurs villes du Togo (Lomé, Anié, Sokodé et Kara) et dans la diaspora, notamment en France, en Allemagne et aux États-Unis d'Amérique. Ces manifestations avaient pour principal objectif de réclamer le retour à la constitution de 1992, en ce qui concerne précisément la limitation du mandat présidentiel et le vote de la diaspora. Elles ont été largement suivies d'affrontements entre les forces de l'ordre et les manifestants, avec d'énormes dégâts matériels et des pertes en vies humaines dans la ville de Sokodé. Selon B. Kpayé et al. (2020, p.225), le « gouvernement a minimisé la capacité de mobilisation de ce jeune parti, qui, disons-le a un leader influent et très bon communicateur qui a su surfer sur l'échec des partis traditionnels de l'opposition ». En dehors de ces qualités qui ont justifié la réussite de la mobilisation, un autre facteur est lié à la représentation du parti.

En effet, les manifestations ont été ralliées par de fortes communautés Tem qui, souvent moins actifs sur le champ politique, se sont identifiés au leader et symboles du parti pour rejoindre et amplifier les manifestations. C'est ce qui explique d'ailleurs les dégâts enregistrés à Sokodé qui est la ville natale du fondateur du PNP.

Par ailleurs, les couleurs, les emblèmes, les chants et les slogans revêtent une dimension pédagogique dans la mesure où ils véhiculent un message accessible même aux analphabètes. Un élu local, ancien cadre de l'ex parti au pouvoir RPT, devenu UNIR³, révèle à ce propos :

Le choix de l'épi de maïs n'est pas un hasard. Il fallait d'abord trouver un moyen de rassembler le plus grand nombre autour du président. A l'époque nous savions que la masse paysanne représentait une grande partie de la population, surtout au nord du pays où la principale activité était les travaux champêtres. Et la principale culture qui a remplacé le sorgho à un moment donné était le maïs. Ensuite il fallait s'assurer d'être facilement identifiable. Lors des différentes élections pour ceux qui ne savent pas lire, il suffisait de leur expliquer que le RPT a pour emblème l'épi de maïs. S'ils ne savent pas lire au moins ils savent reconnaître les dessins.

Un autre enquêté renchérit avec un récit évocateur :

Dans le souci de ratisser large et lors des campagnes électorales, il nous était demandé de faire preuve de ruse et de vanter les mérites du maïs qui symbolise le parti RPT. Il fallait pour cela dire que c'est la céréale la plus cultivée et la plus consommée au Togo. De ce fait, elle fait l'unanimité et véhicule des messages de rassemblements comme l'indique le nom du parti.

Les symboles servent également d'outils de communication politique, comme l'illustrent les propos ironisant de cet interviewé :

En 2003, alors que la CPP⁴ devait participer aux élections présidentielles, Edem Kodjo qui était le président du parti et en même temps candidat avait choisi comme emblème un coq. Ce

³ Union pour la République

⁴ Convergence Patriotique Panafricaine

dernier symbolisait les dissensions qu'il avait eues avec le président Eyadéma alors qu'ils avaient été très proches à la création du RPT. Et donc à travers le coq, il fallait passer un message, celui qui consiste à faire comprendre aux gens que le coq par nature se nourrit du maïs et que par conséquent le candidat de la CPP allait battre celui du RPT aux élections. Même si ce ne fut pas le cas, il faut reconnaître l'audace du candidat du CPP.

L'efficacité de la mobilisation partisane, fruit du symbolisme identitaire, se traduit par les scores aux différents scrutins. Ainsi, en dehors des élections législatives de 1994⁵, le RPT s'est toujours illustré lors des différentes compétitions comme parti dominant⁶. L'UFC de son côté s'est toujours distinguée comme la deuxième force politique du pays. Au sud du pays où la culture du palmier, symbole du parti est fortement implantée, le parti a su garder une avance sur des adversaires à travers les échéances auxquelles le parti a pris part. Ainsi en 1998, à l'occasion des élections présidentielles, l'UFC obtient 107 983 voix contre 81 479 pour le RPT. Dans la région maritime, le fossé entre les deux partis sera plus important. L'UFC est crédité de 239 011 voix contre 39 381 pour le RPT. Cette tendance va se reproduire dans la région des Plateaux avec une légère avance de l'UFC (163 778 contre 135 672).

À ces mêmes élections, dans la région de la Kara, le RPT obtiens 93 fois plus de voix que l'UFC soit 298 509 contre 3 207. Quant au CAR, il réalise ses exploits dans la commune de Lomé et dans la région maritime avec respectivement 18 034 et 65 308 voix. La particularité demeure dans le fait qu'il devance tous ses adversaires dans la préfecture de Yoto (région maritime) où le parti dit du *bélier noir* est fortement représenté (37 081 pour le CAR, 6 571 pour le RPT et 4 373 pour l'UFC). Les élections présidentielles de 2003 se sont inscrites dans la même logique pour le candidat du CAR. Même s'il n'est pas arrivé en premier dans la région maritime, la préfecture de Yoto lui est restée fidèle en termes de score. Ainsi, il obtient 57,77 % des suffrages

⁵ A ces élections, le RPT obtient 35 sièges contre 43 pour toute l'opposition réunie (34 pour le CAR, 6 pour l'UTD, 2 pour l'UJD et 1 pour la CFN)

⁶ Victoire du parti à toutes les élections législatives et à toutes les élections présidentielles

exprimés contre le président Eyadéma qui obtient 11,54% et Bob Akitani, candidat de l'UFC qui réalise 27,15% de l'ensemble des voix.

Tous ces résultats démontrent que le symbolisme identitaire produit une incidence significative sur le déroulement et l'issue des compétitions électorales (L. S. Agbodjan-Prince, 2012). Les électeurs se projettent en fonction des images et des signes que renvoient les partis politiques. Cette réalité n'est pas typique à la scène politique togolaise. Sur l'ensemble du continent africain, les acteurs politiques rivalisent d'ingéniosité pour attirer le maximum de partisans. Les canaux de communication sont diversifiés pour une représentativité sur la scène politique. Du nom qu'on donne au parti à son emblème, il n'existe aucune limite. Même si les textes légaux en la matière sont sans équivoque, le constat demeure un peu partout le même en ce qui concerne la pratique politique. L'idéal est de pouvoir rassembler dans la diversité au risque de provoquer une fragmentation des différentes communautés existantes sur un territoire donné.

2.3. Les dérives du symbolisme identitaire et le risque de fragmentation communautaire

Autant qu'ils unifient, les symboles sont susceptibles de provoquer la division. Faut-il entrevoir dans la perception des partis politiques comme représentants de groupes ethno-régionaux spécifiques une « manipulation politique des ethnicités » ? (A. S. Diop, 2018). La tentation est de répondre à cette question par l'affirmative lorsqu'on remarque par exemple que les Bamiléké au Cameroun s'identifient plus aisément à l'UPC tandis que le RDR en Côte d'Ivoire semble avoir été créé pour regrouper les populations du nord. En tout état de cause, cette appropriation réduit le parti à une identité communautaire exclusive.

Les conséquences de ces mécanismes de représentation des partis politiques rejaillissent à travers les conflits postélectorales qui prennent rapidement la forme d'affrontements interethniques comme ce fut le cas du Kenya en 2007 et de Côte d'Ivoire en 2010. Dans ce dernier cas, quinze années après, les vieux démons ont semblé refaire surface. En effet, suite à la proclamation provisoire des élections présidentielles d'octobre 2025 qui donne Alassane D. Ouattara vainqueur, le pays s'est transformé en un vaste champ de bataille dont les prémices étaient visibles à travers les vagues de manifestation qui dénonçaient la

candidature à un quatrième mandat du président sortant. Les ethnies s'affrontent pour défendre leur leader.

Au Togo, évoquant le cas de l'ex parti au pouvoir, R. Danioué et P. Minza (2020, p. 135) relèvent que la majorité des « partis politiques venus s'ajouter au RPT, ancien parti unique, revêtent un caractère ethnique remarquable et constitueraient, par-là, l'un des catalyseurs jouant un rôle néfaste dans la cristallisation des dissensions ethniques et régionales ». Cette assertion révèle une réalité déjà existante et bien connue, celle du clivage nord/sud né de la période de lutte pour la conquête de l'indépendance et savamment entretenu pour des intérêts partisans et géopolitiques. Le parti au pouvoir est systématiquement identifié au nord du pays et aux nordistes tandis que le sud du pays semble être le terrain favori des partis d'opposition.

Les élections présidentielles de 2005 ont mis à jour une fracture communautaire à travers les violences qui ont suivi la proclamation des résultats. Visiblement, ce sont les partisans de l'opposition qui manifestaient pour réclamer la victoire de leur candidat, Bob Akitani du Parti des Forces du Changement (PFC). Cependant, l'aspect identitaire s'est invité en transformant un conflit postélectoral en un véritable terrain d'affrontement entre les partisans du parti au pouvoir et ceux de l'opposition. Les dégâts causés par cette crise ont alerté l'opinion nationale et internationale. Un enquêteur déclare à ce sujet :

Les manifestations au Togo sont généralement un terrain d'affrontements. Depuis fort longtemps, l'opposition à Lomé peut manifester dans tous quartiers sauf à Doumasséssé⁷ ? Ce quartier est massivement habité par les ressortissants du nord et en 2017 on a tous vu la façon dont ils s'en sont pris aux manifestants qui ont choisi de mettre ce quartier dans les itinéraires de sa marche. Les menaces des habitants de ce quartier contre les manifestations étaient à peine voilées. Même récemment cette année en 2025, en marge des manifestations du M66, un groupe d'autodéfense s'est créé dans le but de défendre la quiétude. En réalité, c'est la même tendance qu'en 2017 qui semble se dessiner. La capitale même est divisée en plusieurs quartiers dont certains sont hostiles au parti au pouvoir et d'autres lui sont acquis.

⁷ Ce quartier est encore appelé Adéwui, du nom d'un officier militaire issu du nord et fidèle à l'ancien président Eyadéma

Les réflexions de R. Banégas (2004) démontrent non sans raison que l'ethnopolitique en Afrique de l'Ouest fragilise les processus démocratiques, car elle enferme la représentation politique dans des appartenances exclusives. Le symbolisme identitaire, censé unir, devient alors un facteur de polarisation et de division. Ainsi, le symbolisme identitaire révèle une ambivalence : il mobilise et fédère, mais il peut aussi enfermer dans des logiques de fragmentation. Cette tension structurelle est au cœur des difficultés démocratiques de nombreux pays africains.

2.4. La conservation du pouvoir et la fragilisation de la citoyenneté

L'autre dérive majeure du symbolisme identitaire dans la représentation des partis politiques est la personnalisation du pouvoir. Les leaders africains se transforment souvent en symboles vivants : Houphouët-Boigny incarnait le PDCI⁸, Eyadéma le RPT, Nkrumah le CPP. Le parti cesse d'être une institution collective pour devenir l'ombre portée d'un individu. Cette personnalisation favorise le culte du chef. Les images du leader envahissent l'espace public, et le débat politique s'efface derrière une iconographie quasi religieuse. J.-F. Bayart (1989) a analysé ce phénomène comme une « politique du ventre », où le chef concentre en sa personne toutes les ressources symboliques. Cette dynamique fragilise la citoyenneté universelle. L'appartenance au parti est souvent une condition d'accès aux ressources publiques. Les postes et avantages sont distribués en fonction de loyautés personnelles ou communautaires, et non de critères institutionnels. C'est la logique du clientélisme qui mine la démocratie représentative.

La Charte des partis politiques au Togo exige que les partis respectent le pluralisme démocratique et l'unité nationale. Mais dans la pratique, la figure du chef reste prépondérante. L'écart entre la norme juridique et la réalité politique révèle la difficulté de contenir la personnalisation. A. Mbembe (2000) insiste sur la centralité du « corps du chef » dans l'imaginaire politique africain, où le leader est à la fois père, guide et symbole. Ce culte du chef empêche l'émergence d'une citoyenneté fondée sur l'égalité et l'appartenance nationale, réduisant la démocratie à un théâtre symbolique.

⁸ Parti Démocratique de Côte d'Ivoire.

Au Togo, même si on note une instabilité dans le choix des électeurs, la réalité demeure celle « de la conservation du pouvoir par le seul camp politique à travers les urnes depuis la restauration du pluralisme politique en 1990 » (K. Dadzié, M. Pogbo et T. Danioué, Pali, 2023, p. 104). L'ex parti au pouvoir RPT devenu UNIR continue de conserver la réalité du pouvoir politique. Le parti UNIR ne comporte pas dans sa représentation les mêmes traits identitaires que son géniteur. Toutefois, les partisans de l'ancien parti au pouvoir ont conservé les mêmes reflexes d'attachement. La modification constitutionnelle intervenue en mai 2024 qui a fait basculer le Togo dans un régime parlementaire cache difficilement les appétits du parti au pouvoir de le conserver pour une longue durée. En effet, la nouvelle constitution fait de l'ancien président de la République, Président du Conseil des Ministres. Elle a créé un poste de Président de la République avec des pouvoirs symboliques.

Il convient de relever avec R. Otayek (1994, p.19) que la remise en cause « du parti identitaire insiste régulièrement sur le risque que les pressions centrifuges font courir à l'unité nationale et à la démocratie comme expression "du vouloir vivre" ensemble et du primat de l'identité citoyenne sur les allégeances particularistes ». Les partis politiques en se reflétant sur des bases identitaires fragilisent la cohésion qui devrait caractériser les rapports humains dans des espaces emprunts de diversité culturelle. En temps ordinaire, on observe une relative accalmie et une cohabitation sereine entre les populations issues de divers horizons.

Par contre, les périodes d'activités ou de participation politiques remettent en cause l'harmonie sur fond de tension identitaire liée à des divergences d'opinions, de points de vue ou de choix militants. La citoyenneté est reléguée au second plan et comme le rapporte R. Danioué (2011, p. 134) l'« action politique a construit des territoires politiques et imprimé à l'exercice de la citoyenneté des particularismes sociopolitiques ».

3. Discussion des résultats

Dans la représentation qu'ils font des partis politiques, les leaders politiques en Afrique en général et au Togo en particulier misent sur des performances liées à la capacité de mobilisation pour des fins électoralistes. La recherche s'est appuyée sur quatre formations politiques (le RPT, l'UFC, le CAR et le PDP) pour mettre en exergue

l'usage qu'elles font de l'identité ethnique dans leur processus de construction et d'action.

Au regard des résultats auxquels la recherche a abouti, les facteurs qui justifient le recours au symbolisme dans la représentation de ces partis politiques sont présentés. Plusieurs partis politiques spéculent sur l'unification partisane dont la source est logée dans les héritages culturels qui rythment le quotidien de la vie en Afrique. Ils constituent une base légitime de la construction du symbole partisan. Dans ce contexte, il est clairement établi que l'idéologie qui est censée servir de puissant moteur à l'adhésion est facilement reléguée en seconde zone. A la place, la préférence est orientée vers les couleurs, les emblèmes ou encore les slogans. Le constat est corroboré par M. Duverger (1973) qui soutient qu'à l'image des hommes qui subissent le passé de leur enfance pendant toute leur vie, les partis politiques sont influencés par leurs origines.

De ce point de vue, des risques d'exclusion et d'isolement existent. Un appui excessif sur le levier identitaire active les émotions et affections aux symboles chez les partisans avec des effets négatifs. La citoyenneté qui devrait en principe servir de base à une véritable construction nationale subit des coups qui ralentissent considérablement l'engagement civique des citoyens. Certes, les symboles constituent un puissant vecteur de regroupement, mais ils peuvent se révéler être un danger dans le cadre de l'unité nationale. Le paradoxe est bien réel et répond à l'appel de I. Souaré (2017, p. 13) qui convie les formations politiques en Afrique à se démarquer des « logiques ethniques et du nationalisme sans perspective, étroit ou borné ».

Pour autant, il s'avère important d'ouvrir des pistes de réflexion sur les mécanismes permettant de réguler l'usage excessif des symboles sur la scène politique togolaise. La majorité des interlocuteurs sont favorables à cette idée indispensable au ralentissement des dérives communautaristes qui en découlent le plus souvent.

Conclusion

En Afrique, l'ouverture au multipartisme au début des années 90 s'est accompagnée « d'une exacerbation des revendications identitaires, d'ordre ethnique ou religieux » (R. Otayek, 1999, p. 6). L'analyse du symbolisme identitaire dans la représentation des partis politiques en

Afrique révèle une réalité à la fois fondatrice et paradoxale. Hérité des luttes anticoloniales et nourri par des imaginaires collectifs profondément enracinés, le symbolisme identitaire constitue un élément structurant de la vie politique africaine. Les couleurs, emblèmes, chants et figures charismatiques permettent aux partis de se rendre visibles, de mobiliser les populations et de forger une appartenance commune (M. Duverger, 1951, p. 303). En ce sens, lorsqu'ils ne font pas « l'objet d'un contentieux électoral » (D. F. Meledje, 2009, p. 147) ils jouent un rôle essentiel de cohésion et de légitimation dans des sociétés où la communication politique passe souvent par le langage des symboles plutôt que par celui des programmes.

Cependant, cette richesse symbolique se double de fragilités. Loin d'être un simple instrument d'unité, le symbolisme identitaire est très souvent le vecteur de divisions communautaires et de dérives clientélistes (D.N. Posner, 2005, p. 135). Lorsqu'il se confond avec les appartenances ethniques, régionales ou religieuses, il enferme la représentation politique dans des logiques d'exclusion, compromettant ainsi les fondements mêmes de la citoyenneté et du pluralisme démocratique. De même, la personnalisation excessive du pouvoir autour de figures charismatiques transforme le parti en prolongement du leader, réduisant l'espace de débat et la responsabilité institutionnelle.

Dès lors, la consolidation démocratique au Togo et ailleurs en Afrique passe par une double exigence : reconnaître la portée intégratrice du symbolisme identitaire tout en encadrant les excès par un cadre normatif clair et effectif. Les chartes des partis politiques, les codes électoraux et la jurisprudence doivent continuer de réguler l'usage des symboles pour préserver une symbolique nationale inclusive, garante de l'unité et du vivre-ensemble.

En définitive, le symbolisme identitaire n'est ni un obstacle en soi ni une panacée : il constitue un miroir des tensions entre tradition et modernité, émotion et raison, communauté et citoyenneté. Sa maîtrise demeure un enjeu central pour l'émergence d'une démocratie africaine à la fois enracinée dans ses cultures et fidèle à l'idéal universel de représentation politique.

Sources et Bibliographie

Sources

Textes officiels :

- Constitution togolaise du 6 mai 2024
- Charte des partis politiques du Togo et du Bénin
- Journal officiel de la République Togolaise

Éléments de Bibliographie

- AGBODJAN-PRINCE L. Sodjiné, 2012, *L'ethnie dans le fonctionnement des partis politiques au Togo : cas du CAR, de l'ex RPT et de l'UFC*, Mémoire pour l'obtention du diplôme de Maîtrise ès-Lettres et Sciences Humaines, option Politique et communication, Université de Lomé
- BALANDIER Georges, 1955, *Sociologie actuelle de l'Afrique noire. Dynamique des changements sociaux en Afrique centrale*, Paris, PUF
- BANEGAS Richard, 2003, *La démocratie à pas de caméléon. Transition et imaginaires politiques au Bénin*, Karthala
- BAYART Jean-François, 1989, *L'Etat en Afrique. La politique du ventre*, Paris, Fayard
- DADZIE Komlan, PALI M. Pogbo, DANIOUE T. Roger, 2023, « Le paradoxe de l'instabilité du vote et ses incidences au Togo », *Revue Uirtus*, Vol. 3, avril 2023, p. 87-105.
- DANIOUE T. Roger, 2011, « Dis-moi où tu habites, je te dirai qui tu es : logiques spatiales et dynamiques identitaires dans la ville de Lomé », *Cahiers du CERLESHS*, Tome 26, N°38, février 2011, p.111-142.
- DIOP Birama, 2024 « Le langage des signes ou le lexique de la légitimation du pouvoir politique Africain », *Cahiers de Psychologie Politique*, juillet 2024, (45).
- DJEDJRO F. Meledje, 2009, « Le contentieux électoral en Afrique », *Pouvoirs*, N°129, avril 2009, p. 139-155.
- DUVERGER Maurice, 1951, *Les partis politiques*, Paris, Armand Colin.
- EDELMAN Murray, 1964, *The Symbolic Uses of Politics*, Urbana.

- GOFFMAN Erving, 1988, *Les moments et leurs hommes*, textes recuillis et présentés par Yves Winkin.
- KPAYE B. Koffi, SOSSOU K. Amouzou, TSIGBE K. Nutefé, 2020, « Les logiques de la crise socio-politique au Togo d'avril 2015 à novembre 2017 : quelle grille de lecture à l'aune de l'histoire immédiate ? », *Revue Gabonaise d'Histoire et d'Archéologie*, N°6, décembre 2020, p. 205-230.
- LIPSET M. Seymour, ROKKAN Stein, 1967, *Structures de clivages, systèmes de partis et alignement des électeurs : une introduction*, Editions de l'Université de Bruxelles.
- MBEMBE Achille, 2000, *De la postcolonie. Essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine*, Paris, Karthala.
- MINZA P. Mazama-Esso, DANIOUE T. Roger, 2020, « Ethnicité au cœur du vivre ensemble pour une meilleure participation à la vie politique au Togo, Les enjeux socio- communicationnels du vivre-ensemble » *Actes du colloque international de Lomé, des 26 et 27 novembre 2020*, décembre 2020, p.133-165.
- MONGEAU Pierre, 2010, *Rédiger son mémoire ou sa thèse, côté Jeans, côté Tenue de soirée*, Presses de l'Université du Québec.
- OTAYEK René, 1993, *La radicalisation islamique au sud du Sahara. Da'wa, arabisation et critique de l'Occident*, Paris, Karthala.
- OTAYEK René, 1999, *La démocratie entre mobilisations identitaires et besoin d'Etat : y'a-t-il une « exception » africaine ?* Autrepart.
- POSNER N. Daniel, 2005, *Institutions and ethnic politics in Africa*, Cambridge University Press.
- SQUARE K. Issaka, 2017, *Les partis politiques de l'opposition en Afrique. La quête du pouvoir*, Presses de l'Université de Montréal.